



CHAPITRE 76

Loi modifiant la Loi des renseignements
sur les compagnies

[Sanctionnée le 7 juillet 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
273, a.
1, mod.

1. L'article 1 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273) est modifié en ajoutant, après le paragraphe c, le suivant:

« ministre ».

« d) « ministre » désigne le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives. »

S.R., c.
273, a.
2, mod.

2. L'article 2 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre »;

b) en remplaçant, dans la neuvième ligne du paragraphe 1, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre ».

Id., a. 4,
mod.

3. L'article 4 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe 1, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre »;

b) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 5, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre »;

c) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 6, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre ».

CHAPTER 76

An Act to amend the Companies
Information Act

[Assented to 7th July 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273) is amended by adding, after paragraph c, the following:

“(d) “Minister” shall mean the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.”

2. Section 2 of the said act is amended:

(a) by replacing the words “Provincial Secretary” in the sixth line of subsection 1 by the word “Minister”;

(b) by replacing the words “Provincial Secretary” in the eighth line of subsection 1 by the word “Minister”.

3. Section 4 of the said act is amended:

(a) by replacing the words “Provincial Secretary” in the eighth and ninth lines of subsection 1 by the word “Minister”;

(b) by replacing the words “Provincial Secretary” in the first line of subsection 5 by the word “Minister”;

(c) by replacing the words “Provincial Secretary” in the fifth line of subsection 6 by the word “Minister”.

S.R., c.
273, a. 5,
mod.

4. L'article 5 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « Le secrétaire de la province » par les mots « Le ministre ».

4. Section 5 of the said act is amended by replacing the words "Provincial Secretary" in the first line by the word "Minister".

R.S., c.
273, s. 5,
am.

Id., a.
5a-5i, aj.

5. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 5, les articles suivants:

5. The said act is amended by adding after section 5 the following sections:

Id., ss.
5a-5i,
added.

Procédure
de disso-
lution.

« 5a. Nonobstant toute autre disposition législative concernant la dissolution d'une compagnie, le ministre peut, en suivant la procédure indiquée aux articles 5b et 5c, dissoudre toute compagnie constituée en vertu d'une loi du Québec.

« 5a. Notwithstanding any other legislative provision respecting the dissolution of a company, the Minister may dissolve, by following the procedure drawn up in sections 5b and 5c, any company incorporated under a law of the province of Québec.

Procedure
for disso-
lution.

Délai de
produc-
tion.

« 5b. Le ministre fixe un délai pour la production de tout rapport en retard visé par les articles 4 et 5.

« 5b. The Minister shall fix the delay for the filing of any delayed return contemplated in sections 4 and 5.

Delay for
filing.

Avis de
rapports
requis,
etc.

Il fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis identifiant chaque rapport requis en regard du nom de chaque compagnie concernée et mentionnant le délai fixé pour la production de tout rapport identifié ainsi que la dissolution éventuelle de toute compagnie qui ne se conforme pas aux exigences de la loi dans le délai fixé.

He shall publish in the *Québec Official Gazette* a notice mentioning each return required opposite the name of each company concerned and the delay fixed for the filing of any return mentioned as well as the eventual dissolution of any company which does not comply with the requirements of the act within the delay fixed.

Notice of
returns,
etc.

Avis de
non pro-
duction
de
rapport,
etc.

« 5c. Le ministre doit, après l'expiration du délai qu'il a fixé, publier un autre avis dans la *Gazette officielle du Québec* mentionnant le nom de toute compagnie constituée en vertu des lois du Québec qui n'a pas produit le ou les rapports requis et décrétant la dissolution de toute compagnie dont le nom est ainsi publié. À compter de la publication de ce deuxième avis, la compagnie est dissoute et le cas échéant, sa charte est annulée.

« 5c. The Minister shall publish, after expiry of the delay that he has fixed, another notice in the *Québec Official Gazette* mentioning the name of any company incorporated under the laws of the province of Québec which has not filed the return or returns required and ordering the dissolution of any company the name of which is so published. From the publishing of such second notice, the company shall be dissolved and, where necessary, its charter shall be forfeited.

Notice of
failure
to file
return,
etc.

Effet de
dissolu-
tion.

Cette dissolution a lieu sans préjudice à toute dissolution déjà acquise par péremption ou autrement et dont la preuve incombe aux intéressés.

Such dissolution shall occur without prejudice to any dissolution already acquired by peremption or otherwise, proof of which lies upon the interested parties.

Effect
of disso-
lution.

Aucune
dissolu-
tion si
rapport
produit.

« 5d. Lorsqu'une compagnie produit les rapports requis avant l'expiration du délai fixé, elle ne peut être dissoute en vertu de la présente loi et ses administrateurs ne peuvent plus être poursuivis pour le seul motif qu'elle les a produits après la date prévue aux articles 4 ou 5, sans préjudice cependant à toute application ultérieure des articles 5a à 5g.

« 5d. When a company files the required returns before the expiry of the delay fixed, it shall not be dissolved under this act and its directors shall not be sued for the sole reason that it has sent such return after the date contemplated in section 4 or 5, without prejudice however to any later application of sections 5a to 5g.

No disso-
lution
when
return
filed.

Forme,
etc., des
avis.

« 5e. Le ministre peut, sous réserve de l'article 5b, déterminer la forme et le contenu des avis publiés dans la *Gazette officielle du Québec* aux fins d'application des articles 5a, 5b et 5c.

« 5e. The Minister may determine, subject to section 5b, the form and tenor of the notices published in the *Québec Official Gazette* for the purposes of applying sections 5a, 5b and 5c.

Form,
etc., of
notices.

Droits des
créanciers,
etc.

« 5f. Tout créancier ou autre intéressé peut :

« 5f. Any creditor or other interested person may :

Rights of
creditor,
etc.

a) dans l'année qui suit la dissolution effectuée en vertu de la présente loi, demander au ministre de révoquer cette dissolution; s'il juge à propos de faire droit à cette demande, le ministre fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis à cet effet; dans ce cas, la compagnie est censée n'avoir jamais été dissoute, sous réserve cependant de toute autre disposition contenue dans l'avis, et sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et sa révocation;

(a) within one year after the dissolution made under this act, request the Minister to revoke such dissolution; if he deems proper to grant such request, the Minister shall publish in the *Québec Official Gazette* a notice to that effect; in that case, the company shall be deemed to have never been dissolved, subject however to any other provision contained in such notice and without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and its revocation;

b) se prévaloir des dispositions du deuxième alinéa de l'article 832 du Code de procédure civile.

(b) avail himself of the provisions of the second paragraph of article 832 of the Code of Civil Procedure.

Présomp-
tion de
conserva-
tion d'exis-
tence.

« 5g. Malgré la dissolution effectuée en vertu de la présente loi, une compagnie est présumée conserver son existence pendant le temps nécessaire pour terminer toute action ou procédure judiciaire intentée par elle ou contre elle avant sa dissolution ou pour donner effet à tout décret, ordonnance ou jugement de tout tribunal à la suite de telle action ou procédure.

« 5g. Notwithstanding the dissolution made under this act, any company shall be regarded as remaining in existence during the time necessary to terminate any suit or judicial proceeding brought by or against it before its dissolution or to give effect to any decree, order or judgment of any court following such suit or proceeding.

Presump-
tion as to
existence
of com-
pany.

Exercice
de
pouvoirs.

« 5h. Le ministre peut exercer autant de fois qu'il le juge utile les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 5a à 5g.

« 5h. The Minister may exercise as often as he deems useful the powers granted to him under sections 5a to 5g.

Exercise
of powers.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

« 5i. 1. Le ministre peut, par un écrit sous sa signature et son sceau d'office, autoriser tout fonctionnaire à exercer les pouvoirs qui lui sont attribués par les articles 5a à 5h.

« 5i. (1) The Minister may authorize, by means of a document signed by him and bearing his seal of office, any functionary to exercise the powers granted to him under sections 5a to 5h.

Delegation
of powers.

Signature
de docu-
ments.

Il peut de la même façon, et, s'il y a lieu, dans le même écrit, autoriser tout fonctionnaire à signer tout document qu'il est autorisé à signer en vertu de la présente loi.

He may in the same manner and, if need be, in the same document, authorize any functionary to sign any document that he is authorized to sign under this act.

Signing
of docu-
ments.

Pouvoirs
du sous-
ministre.

2. Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives possède tous les pouvoirs attribués au ministre par la présente loi, y compris ceux mentionnés au paragraphe 1. »

(2) The Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives shall have all the powers granted to the Minister under this act, including the powers mentioned in subsection 1."

Powers of
Deputy
Minister.

S.R., c.
273, s. 7,
mod.

6. L'article 7 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre »;

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots « secrétaire de la province » par le mot « ministre ».

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. Section 7 of the said act is amended: ^{R.S., c. 273, s. 7, am.}
(a) by replacing the words "Provincial Secretary" in the fifth line of the first paragraph by the word "Minister";

(b) by replacing the words "Provincial Secretary" in the first and second lines of the third paragraph by the word "Minister".

7. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}